REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

EXPEDITION

**DECISION N° CI-2016-EL-260/26-12/CC/SG
du 26 décembre 2016 relative à la requête
de Monsieur JEAN REGNARD GOHIBI**

AU NOM DU PEUPLE DE COTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Loi N°2000-514 du 1^{er} août 2000 portant Code électoral telle que modifiée par les Lois N°2012-1130 du 13 décembre 2012, N°2012-1193 du 27 décembre 2012, N°2015-216 du 02 avril 2015 et N°2016-840 du 18 octobre 2016 ;
- Vu** la Loi organique N°2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;
- Vu** la Loi N°2001-634 du 09 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante (CEI), telle que modifiée par la Loi N°2004-462 du 14 décembre 2004, les Décisions N°2005-06/PR du 15 juillet 2005, N°2005-11/PR du 29 août 2005, les Lois N°2014-335 du 18 juin 2014 et N°2014-664 du 03 novembre 2014 ;
- Vu** le Décret N°2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la requête de Monsieur JEAN REGNARD GOHIBI, en date du 22 décembre 2016, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour, sous le numéro 091/2016/EL ;

Vu les pièces du dossier ;

Oui le Conseiller-Rapporteur ;

Considérant que par la requête susvisée, Monsieur JEAN REGNARD GOHIBI, candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016, a saisi la juridiction constitutionnelle d'une demande aux fins d'annulation du scrutin dans la circonscription électorale n°099 de Bediala, Gadouan, Gonaté, communes et Sous-Préfectures ;

Considérant que Monsieur TIBOUE TCHIN Michel, le député dont l'élection est contestée, bien qu'ayant reçu notification de la requête de Monsieur JEAN REGNARD GOHIBI, par lettre en date du 22 décembre 2016 du Conseil constitutionnel, n'a présenté aucun moyen de défense ;

Considérant que, cependant, par une seconde requête en date du 23 décembre 2016, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour, Monsieur JEAN REGNARD GOHIBI déclare se désister de son action ;

Qu'il y a donc lieu de lui en donner acte et de radier en conséquence l'affaire du rôle de la juridiction constitutionnelle ;

Décide :

Article premier : Donne acte à Monsieur JEAN REGNARD GOHIBI de son désistement ;

Article 2 : Dit que la présente décision sera notifiée au requérant, aux candidats TIBOUE TCHIN et KONE ZANA MOUSSA dont l'élection est contestée, à l'Assemblée Nationale ainsi qu'à la Commission Electorale Indépendante, et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du lundi 26 décembre 2016 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONE,	Président
Hyacinthe SARASSORO,	Conseiller
François GUEI,	Conseiller
Emmanuel TANO Kouadio,	Conseiller
Loma CISSE épouse MATTO,	Conseiller
Geneviève Affoué KOFFI épouse KOUAME,	Conseiller
Emmanuel ASSI,	Conseiller

Assistés de Monsieur COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim

Mamadou KONE

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME A LA MINUTE

Abidjan, le

Le Secrétaire Général

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim